

Emmanuel Macron : « *Je crois que l'enjeu fondamental, celui sur lequel je souhaite qu'on puisse plutôt avancer, c'est celui de la place du génocide des Tutsi dans notre mémoire collective. Et ce travail de mémoire, c'est un impératif et un devoir. Et, je crois que nous le devons aux victimes, nous le devons aux rescapés, nous le devons aussi aux soldats de l'armée française* »

Transcription partielle de la conférence de presse conjointe du 23 mai 2018 entre le Président de la République française et le Président de la République du Rwanda.

Lien : <http://www.elysee.fr/videos/new-video-295/>

*

NB. – Les principaux bégaiements ont été supprimés.

[Début de la transcription à 17' 44'']

Pierre Firtion : Bonjour. Pierre Firtion de Radio France Internationale. On voit qu'il y a eu un rapprochement à l'œuvre entre Paris et Kigali. Messieurs les Présidents, quels sont les gestes supplémentaires que vous attendez, chacun de votre côté, pour que ce rapprochement puisse continuer à se concrétiser ? Ça, c'est ma première question. Dans ce cadre, Monsieur Macron, peut-on imaginer que la France soutienne l'éventuelle candidature de Madame Mushikiwabo à la tête de l'OIF ? Est-ce que la nomination d'un nouvel ambassadeur à Kigali est à l'ordre du jour ? Et dernier point : qu'en est-il de l'ouverture des archives militaires ? Merci.

[18' 21'']

Paul Kagame [propos traduits de l'anglais] : Tout d'abord, et précisément dans le contexte que nous venons d'évoquer, il y a des sujets bilatéraux, des sujets et d'autres qui concernent tout le continent africain, dans lesquels le Rwanda a un rôle à jouer en tant que membre de l'Union africaine. Et à l'heure actuelle, également, dans la mesure où je préside l'Union africaine. Sur le plan bilatéral et dans le contexte de l'Union africaine également, les attentes sont les suivantes : dans la mesure où la France a joué un rôle sur notre continent dans de nombreux contextes, nous nous attendons à ce que la France continue à offrir son soutien aux efforts auxquels nous nous attelons pour résoudre les nombreux défis auquel notre continent est confronté. La France l'a fait à de nombreuses occasions. Chaque nouvelle période apporte ses changements. Il y a toujours moyen de faire mieux, comme cela a été suggéré. Et, bien sûr, nous traitons également de nouveaux sujets. Mais ce qui compte, c'est cette complémentarité entre le continent africain, notre pays et nos partenaires dans le monde, et en l'occurrence la France. Encore une fois, nous sommes disposés à échanger avec nos partenaires, et

précisément avec la France. Et le Président Macron a toujours fait preuve de disponibilité et a effectivement une approche qui correspond à une nouvelle époque, et à la résolution de nouveaux sujets, qui correspondent aux attentes. Monsieur le Président, si vous le permettez, je vais répondre à la question suivante concernant la candidature de Madame la Ministre Mushikiwabo à la francophonie. Monsieur le Président, peut-être pourrez-vous reprendre ces mots concernant le passé. Le Rwanda a toujours été membre de la francophonie et, de fait, il y avait parfois une certaine confusion : certains ont pu croire que nous avons cessé ou que nous cesserions d'être membre de la francophonie. Mais ça n'a pas été le cas, ce n'est pas le cas. Nous sommes également membre d'autres organisations mais nous n'avons pas quitté la francophonie. En conséquence, il y a effectivement, de notre part, une volonté de contribuer à l'organisation de la francophonie, à contribuer aux avancées de la francophonie. Comme je l'ai dit, c'est également une nouvelle époque. Et nous sommes heureux d'y participer en présentant des personnalités comme Madame la Ministre, qui a une compréhension et également le soutien des pays africains membres de la francophonie, ainsi que d'autres. Il est très important que la France et vous-même, Monsieur le Président, apportiez également votre soutien. On m'a invité à répondre à cette question puisque le nom de ma Ministre a été évoqué. Et je vous en remercie.

[23' 01'']

Emmanuel Macron : Merci, Monsieur le Président. Pour répondre, peut-être aussi dans ces cas-là, dans le même ordre : c'est-à-dire d'abord sur les sujet bilatéraux puis sur l'Organisation internationale de la francophonie. Il faut, sur les sujets que vous évoquiez, avoir beaucoup – me semble-t-il – de détermination et d'humilité. C'est ce qui nous anime. Je ne suis pas naïf et, sur le sujet de la relation bilatérale, le Président Kagame a eu à connaître plusieurs expériences. Nous n'allons pas régler toutes les difficultés du passé en une annonce ou en quelques signes. Ce qui est d'abord important, c'est qu'on construise l'avenir et c'est l'ensemble des initiatives, sur le plan bilatéral ou régional, sur lesquelles je suis revenu tout à l'heure. Et je suis sur ce sujet, par exemple d'un nouvel ambassadeur au Rwanda, très prudent, parce qu'il y a eu par le passé beaucoup de tentatives de normalisation qui n'ont pas abouti. Et je ne souhaite pas que nous puissions aller vers les mêmes erreurs ou les mêmes désillusions. Je crois que ce que nous voulons faire, c'est reprendre notre coopération. Et pour cela, le préalable n'est pas d'avoir réussi toute la normalisation de la relation bilatérale. Et donc, il faut savoir ce qu'on peut faire à un moment donné, comment on le fait. Et donc, on reprend notre coopération sur des sujets concrets, régionaux. Mais on ne va pas tout normaliser du jour au lendemain. Et donc, je ne suis pas aujourd'hui... Je pense qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas encore à vouloir nommer, donc, un nouvel ambassadeur. Sur le sujet des archives relatives, donc..., à notre relation bilatérale, comme vous le savez, on parle de plusieurs archives. Vous avez évoqué dans votre question les archives militaires. Nous avons aussi des archives du ministère des Affaires étrangères, les archives d'anciens présidents de la République. Et ensuite, il faut savoir ce qu'on demande : c'est-à-dire quand on parle d'ouverture d'archives, il y a la question de la déclassification de ces archives, puis de la communication et de la publication, qui sont des sujets différents. Un travail de déclassification a été engagé. Je ferai en sorte qu'il se poursuive. Et donc, sur ce point, je considère que c'est un élément important. Il y a des sujets juridiques qui ne sont pas tout à la main du président de la République et des sensibilités. Mais je ne voudrais pas qu'on se limite non plus à la question des archives. Et nous en avons parlé ensemble. Je crois que l'enjeu fondamental, celui sur lequel je souhaite qu'on puisse plutôt avancer, c'est celui de la place du génocide des Tutsi dans notre mémoire collective. Et ce travail de mémoire, c'est un impératif et un devoir. Et, je crois que nous le devons aux victimes, nous le devons aux rescapés, nous le devons aussi aux soldats de l'armée française. Et il est temps de mener un travail apaisé, documenté et d'y consacrer les moyens nécessaires. Et je crois que, nous en avons parlé, nous souhaitons qu'il puisse y avoir ce travail de mémoire – plusieurs historiens ont déjà fait un travail remarquable sur le sujet – et que nous puissions y consacrer les moyens nécessaires. C'est ce que nous allons entreprendre en confiant cette tâche à un groupe de chercheurs qui sera constitué dans les mois à venir et qui sera chargé de faire progresser notre connaissance, justement, d'un des pires drames de la fin du XX^{ème} siècle. Donc, sur ce sujet, là aussi, je souhaite qu'on puisse avancer de manière

pragmatique, peut-être un peu différente mais, me semble-t-il, peut-être plus utile aussi. Je parlais, donc, de coopération et je parlais de quelques convictions que j'ai chevillées au corps en ce qui concerne la place que peut avoir la France, sa langue et sa relation à l'Afrique. J'ai eu l'occasion de le dire dans deux discours : l'un à Ouagadougou en novembre dernier, l'autre, plus près d'ici, à l'académie française le 20 mars, le jour de la francophonie. Je crois très profondément que le centre de gravité de la francophonie d'aujourd'hui, il est en Afrique. Et que si nous voulons changer, si nous voulons faire réussir la francophonie, on doit changer le regard sur la francophonie. On doit la décentrer à nouveau, s'assurer que la jeunesse africaine se l'approprie totalement et penser la francophonie dans le plurilinguisme, avec non seulement l'anglais mais avec toutes les langues de l'Afrique. Et il y a des initiatives très concrètes que j'ai annoncées le 20 mars dernier. C'est pourquoi j'ai une conviction que je n'ai jamais caché : là aussi, celle que, s'il y a une candidature africaine au poste de secrétaire général de la francophonie, elle aurait beaucoup de sens. Si cette candidature était africaine et féminine, elle aurait encore plus de sens. Et donc, à ce titre, je crois que la ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo, a toutes les compétences et tous les titres pour exercer, en effet, cette fonction. Et elle a une maîtrise parfaite de langue française, dans un pays dont le Président s'exprime en anglais, mais dont autour de la moitié de la population, si ce n'est un peu plus, parle encore français – contrairement à ce que j'entends parfois dire –, qui est membre à plein de la francophonie, et où, justement, le lien du français avec une autre langue et d'autres langues, puisqu'il y en a plusieurs, s'exerce à plein. Moi, je veux redonner à la francophonie sa pertinence et son utilité. Et je crois qu'avoir une candidate africaine, une candidate pour l'Union africaine, est une très bonne nouvelle. Et à ce titre, je la soutiendrai. Je vous remercie.

[Fin de la transcription à 29'00'']